

Rentrée des classes du 2 Novembre 2020. Une fois plus, le gouvernement se moque des collectivités territoriales.

La gestion ubuesque par le gouvernement, et principalement par le ministère de l'Éducation Nationale, des situations de crise est devenue malheureusement la règle pour l'école publique. Depuis le début de l'épidémie de Covid-19, les attermoissements, les contre-ordres, ont mis en grande souffrance les enseignant·es, les autres personnels de l'éducation, les parents et les élèves.

Ils ont particulièrement impacté les collectivités territoriales et leurs personnels. Elles ont dû sans cesse répondre aux contraintes sanitaires, ce qui est bien normal et en faisant face, bien souvent un peu seules, aux angoisses compréhensibles des usager·es de l'école publique.

Mais elles ont également dû gérer dans l'urgence, les changements constants des protocoles, les injonctions contradictoires sur les conditions d'accueil des élèves, les informations parvenant à la dernière minute, souvent juste avant les week-ends pour une application dès le début de la semaine suivante. Elles ont souvent dû recruter ou redéployer par dizaines de nouveaux agent·es d'entretien pour assurer la désinfection des locaux. Elles ont dû sans cesse s'adapter et chambouler leurs axes de travail.

Les Maires ne se sont pas défaussé·es, et ont, dans ces conditions, accompli avec leurs agent·es un travail titanesque, en lien constant avec les équipes enseignantes. **Mais ce qui vient de se passer avec l'organisation de la rentrée des congés d'automne, le 2 novembre ressemble à la goutte d'eau faisant déborder le vase !**

Quand les conditions d'un juste hommage à Samuel Paty dans les écoles ont été annoncées, avec une rentrée décalée à 10h pour les enfants, répondant à un besoin légitime des enseignant·es d'avoir un temps de préparation, l'État s'est une nouvelle fois tourné vers les communes en leur demandant d'organiser l'accueil, de 8h30 à 10h, des enfants qui ne pourraient pas être gardés par leurs familles. Dès le début cela posait un problème, cette rentrée à 10h. Les communes n'ont pas été concertées et les infos, passées l'effet d'annonce, sont arrivées au compte-goutte.

Mais une fois de plus, les communes se sont mises en route pour organiser leur périscolaire du matin, pour accueillir les enfants habituels, mais aussi se mettre en place pour aider les enseignant·es dans la période de 8h15 à 10h. Elles devaient dans le même temps, retravailler les protocoles sanitaires. Un travail de solidarité, de coordination avec les équipes enseignantes et nos agent·es a été encore effectué en un temps record.

La plupart des communes et des écoles ont donc pu, entre jeudi et vendredi, commencer à communiquer aux familles les conditions d'accueil de cette rentrée spéciale. Et c'est là, ce vendredi soir, que le ministère a annoncé que tout était remis en cause et que la rentrée aurait finalement lieu « normalement » à 8h30, jetant aux orties tout le travail de préparation des enseignant-es et des collectivités territoriales !

La colère est grande. Les organisations syndicales enseignantes sont outrées. Quel mépris ! Où est la promesse du nouveau premier ministre de maintenant s'appuyer sur les territoires et leur faire confiance ?

L'Association des Élue-s Communistes et Républicain-es de l'Isère s'élève contre cette pratique. Elle réclame le retour à une coopération respectueuse, et une construction partagée des solutions aux défis que la situation exceptionnelle de notre pays réclame.

Le retour à un centralisme autoritaire, associé à un amateurisme dévastateur n'est plus acceptable. L'intérêt des élèves, le respect des parents et des enseignant-es, la raison, doivent reprendre leurs droits !

Sylvette Rochas,
Présidente



Laurent Jadeau,
Vice-Président

